

## Sommaire / Summary

🌿 Asian textile trade uprising	1
🌿 Bangladesh : l'industrie textile craint pour son avenir	2
🌿 Bangladesh : des entreprises demandent à leur personnel d'éviter le pays	6
🌿 Bangladesh knitwear exports to cut EU countries face setback	8
🌿 China : Changyuan acquires machinery maker Yin Science	11
🌿 China's textile industry facings impact of TTP trade pact	13
🌿 China's dtestuff companies less prosperous than printing and dyeing	14
🌿 Coton : les cours hésitent entre tension du marché et grosse récolte attendue	17
🌿 Coton d'Afrique : peut mieux faire !	18
🌿 France : un tissu « intelligent » pour remplacer les étiquettes	20
🌿 Inde : Ministry wants garments sector reforms to span textiles too	23
🌿 Indian textiles loses ground to Bangladesh, Vietnam	26
🌿 India : three charts show how the Indian textile industry lost the race	29
🌿 Italie : Heurts à Florence entre la communauté chinoise et la police	35
🌿 Italy : Police raid 9 Chinese businesses	37
🌿 Maghreb : la Coface maintient la note du Maroc et déclasse la Tunisie	39
🌿 Maroc : Contrat d'investissement avec Decathlon	40
🌿 Maroc : 30 contrats d'investissements signés le 4 juillet 2016	43
🌿 Maroc : le textile à la conquête du marché américain	46
🌿 Maroc : FRS et Meyer & Meyer soutiennent les exportations textiles	48
🌿 Myanmar : China eyes Myanmar garment industry	49
🌿 Nigeria reaffirms commitments to revive textile and garment industry	50
🌿 Tunisie : le climat des affaires sévèrement sanctionné	51
🌿 Tunisie : le textile perd sa fibre et des marchés	53
🌿 Tunisie : les 14 commandements de la relance des exportations	55
🌿 Tunisie : le textile tunisien étouffé par l'invasion turque	57
🌿 Tunisie : le textile-habillement, un secteur précaire	58
🌿 Tunisie : chute du Dinar ; la BCT s'alarme et sévit	60
🌿 Turkey : Normalization steps with Russia raises expectations in textile sector	63
🌿 Uzbekistan announces construction of new technical textile research park	65
🌿 Vietnam : Brexit to impact local garment industry	66
🌿 Vietnam : garment and textile sector not attract any major FDI projects this year	69

\*\*\*\*\*

# Asian textile trade uprising

ANNABELLE BEALE

30 Jun, 2016 02:00 AM



The Woolmark Company Hong Kong country manager Alex Lai said the manufacturing and processing of fibres is undergoing a revolution in Asia.

CHINA'S textile industry is undergoing palpable change as a result of the signing of the trade agreement between 12 Pacific Rim countries.

Despite the Trans-Pacific Partnership stalled by the United States presidential and congressional elections, the impact has already been felt by China, as many countries apart of the agreement threat a power shift in the world's textile industry.

“Companies are trying to move out of China because they're not a part of the TPP,” The Woolmark Company key account manager for Hong Kong, Daniel Chan said.

“The profit margin is low now so manufacturers are trying to save money so when we talk about setting up factories in South East Asia, most were from China or Hong Kong and they have migrated production there.”

The TPP is anticipated to set widespread new rules for trade, investment, intellectual property, labour, data storage, state-owned enterprises and the environment across 40 per cent of the world's economy: Australia, Brunei, Canada, Chile, Japan, Malaysia, Mexico, New Zealand, Peru, Singapore, US and Vietnam.

With the elimination of tariffs set to promote the competitiveness of textile industry, Mr Chan said the reaction had been immediate, bringing trade momentum from China to Vietnam.

According to the World Trade Organisation, the 12 TPP partners altogether imported \$65 billion worth of textiles and \$154 billion worth of apparel in 2013, which accounted for a world import share of 20 percent and 32 percent, respectively.

The Woolmark Company Hong Kong country manager Alex Lai said the manufacturing and processing of fibres is undergoing a revolution in Asia.

“Manufacturing is moving from China to South East Asia into Bangladesh, Vietnam, Cambodia, Burma and Indonesia because of labour costs and in the future the TPP tax benefits to export to Europe and US will be attractive,” Mr Lai said.

“Big businesses in the supply chain are already building their businesses in TPP partner countries.”

**Annabelle Beale travelled to Hong Kong as a guest of Elders.**



# Bangladesh: l'industrie textile craint pour son avenir

**PUBLIÉ LE 03/07/2016**

New Delhi (AFP)© 2016 AFP



La tuerie jihadiste perpétrée dans un café huppé de Dacca sème la crainte d'une fragilisation de l'industrie textile du Bangladesh, secteur clé de l'économie qui approvisionne en vêtements bon marché les grandes marques mondiales d'habillement.

Des hommes armés ont pris d'assaut le Holey Artisan Bakery, situé dans le quartier diplomatique de Dacca, et tué 20 clients pour la plupart étrangers et à coups de machettes, une attaque visant largement la petite communauté expatriée.

L'organisation Etat islamique, qui a revendiqué la prise d'otages, a diffusé des images macabres de corps baignant dans une mare de sang. La plupart des victimes étaient italiennes et japonaises.

"Cette attaque va détourner les étrangers" du Bangladesh, craint Faruque Hassan, vice-président de l'association des fabricants et exportateurs d'habillement du Bangladesh, qui représente 4.500 fabricants de vêtements.

"L'impact de cette attaque va être très préjudiciable pour le secteur. Nous sommes extrêmement inquiets", a ajouté Hassan, dont le groupe Giant Group fournit des vêtements à des chaînes de distribution comme Marks&Spencer et Next.

Le Bangladesh, deuxième exportateur mondial de textile derrière la Chine, est déjà secoué depuis des mois par une vague de meurtres de membres de minorités religieuses, d'intellectuels et d'étrangers revendiqués par des groupes jihadistes.

La population bangladaise, confrontée à un paysage politique instable depuis son indépendance en 1971, craint de voir le chaos se propager. La police sous pression a arrêté 1.000 personnes en juin en réaction aux assassinats en série.

"La crise des otages de Dacca est une tragédie terrible qui montre combien la sécurité s'est dégradée dans le pays", estime Sarah Labowitz, co-directeur du NYU Stern Center for Business and Human Rights à New York.

La violence représente "une menace sérieuse pour l'économie", ajoute-t-elle. "Ce type d'attaque va certainement éloigner les acheteurs (de textile) pour quelques mois jusqu'à la saison d'achats des fêtes" de fin d'année.

Le Bangladesh, dont un quart des 160 millions d'habitants vit sous le seuil de pauvreté, affiche une croissance d'environ 6% pratiquement chaque année depuis 2000.

Une performance largement portée par les exportations de textile qui représentent 80% des biens exportés chaque année. Le secteur emploie plus de quatre millions de personnes, essentiellement des femmes pauvres venant d'un milieu rural.

La chaîne suédoise H&M, qui s'approvisionne largement au Bangladesh, est "profondément attristée" par le carnage, a dit une porte-parole Ulrica Bogh Lind. "Nous suivons attentivement la situation à Dacca", a-t-elle déclaré à l'AFP.

#### **- Destin à la pakistanaise? -**

Le Bangladesh risque de souffrir des mêmes maux que son rival, le Pakistan, juge Ahsan Mansur, ancien représentant du Fonds monétaire international à Islamabad.

"J'ai assisté au déclin d'une économie prometteuse devenue un point chaud du terrorisme. Cette attaque me rappelle cette époque, même si j'espère que cela

ne va pas évoluer de la même façon", dit M. Mansur qui dirige désormais le Policy Research Institute, un think tank basé à Dacca.

Quand la violence jihadiste s'est développée au Pakistan, se souvient-il, les premiers signes d'affaiblissement financier furent le départ des familles expatriées puis la chute du commerce et de l'investissement.

"Que le Bangladesh soit perçu comme un carrefour potentiel pour le terrorisme peut sérieusement nuire au potentiel de nos exportations et à nos perspectives de croissance", estime-t-il.

Mais le Bangladesh est un pays résilient qui a surmonté de nombreuses crises : mouvements sociaux, blocage des transports, paralysie politique et accidents industriels.

Ses exportations d'habillement ont progressé de 10% sur 12 mois clos fin juin, à 27,3 milliards de dollars.

L'effondrement du complexe textile du Rana Plaza, qui a tué 1,138 ouvriers en 2013, a choqué dans le monde entier, jetant une ombre sur le fonctionnement des chaînes occidentales d'habillement.

Cette tragédie les a obligé à améliorer les conditions de sécurité dans les usines de leurs sous-traitants locaux, où accidents et incendies sont fréquents.

Les spécialistes de l'industrie textile soulignent que la violence touche de nombreux pays émergents où la main d'œuvre est bon marché, et que la menace jihadiste est mondiale.

"Si les étrangers cèdent à la terreur, le terrorisme aura atteint son objectif politique", relève Devangshu Dutta, directeur général du cabinet de conseil en distribution Third Eyesight, basé à New Delhi.

## Attaque de Daesh au Bangladesh: Des entreprises japonaises demandent à leur personnel d'éviter le pays

**ECONOMIE** Cette attaque meurtrière risque de fragiliser l'industrie textile, secteur clé de l'économie qui approvisionne en vêtements les grandes marques mondiales d'habillement...



Recueillement après l'attentat de Dacca qui a fait 20 victimes dont 18 étrangers. - ROBERTO SCHMIDT

Publié le 04.07.2016 à 12:09

L'attentat qui a secoué le Bangladesh sème la panique chez les Japonais. Le groupe d'habillement nippon Fast Retailing (marque Uniqlo) et plusieurs autres sociétés japonaises ont demandé à leurs employés d'éviter de se rendre au Bangladesh après l'attentat à Dacca qui a fait 20 victimes dont 18 étrangers, parmi lesquels sept Japonais.

Fast Retailing, qui exploite à Dacca neuf points de vente Grameen Uniqlo, a ordonné à ses dix salariés japonais dans le pays de rester à leur domicile « jusqu'à nouvel

ordre », a expliqué une porte-parole du groupe à Tokyo. [Uniqlo va également demander à ses employés partout dans le monde](#) de ne pas effectuer pour le moment de voyage d'affaires non urgent au Bangladesh, a-t-elle ajouté.

## **aussi et dans d'autres entreprises**

La tuerie djihadiste perpétrée dans un café huppé de Dacca sème la crainte d'une fragilisation de [l'industrie textile du Bangladesh](#), secteur clé de l'économie qui approvisionne en vêtements bon marché les grandes marques mondiales d'habillement.

Dans le domaine des infrastructures, [le conglomérat Toshiba](#), qui a ouvert un bureau à Dacca le mois dernier pour recueillir des informations et étudier les possibilités d'expansion de ses activités sur place, a ordonné à ses employés de s'abstenir de séjourner au Bangladesh jusqu'au 10 juillet, a indiqué un porte-parole, Yukihiro Uchida.

MONDAY, 27 JUNE 2016 17:22

## BANGLADESH KNITWEAR EXPORTS TO EU COUNTRIES FACE SETBACK

*"Sluggish demand, devaluation of currencies to blame. Bangladesh's knitwear exports to a number of European Union (EU) member-countries and some other non-traditional markets have been facing a setback in recent times. Exporters and experts have attributed this to a sluggish demand, change of rules of origin and devaluation of currencies in importing countries. Of 27 EU countries, knitwear exports to 10 including Denmark, Ireland, the Netherlands and Sweden witnessed a negative growth."*



Sluggish demand, devaluation of currencies to blame.

Bangladesh's knitwear exports to a number of European Union (EU) member-countries and some other non-traditional markets have been facing a setback in recent times. Exporters and experts have attributed this to a sluggish demand, change of rules of origin and devaluation of currencies in importing countries.

Of 27 EU countries, knitwear exports to 10 including Denmark, Ireland, the Netherlands and Sweden witnessed a negative growth.



Growth in exports to four other countries - Belgium, France, Germany and Romania - was slow, less than 4.0 per cent, during the first 11 months of the current fiscal year, according to official data.

Export earnings from knitwear during July-May period of Fiscal Year (FY) 2015-16 registered a 3.60 per cent growth with earnings of \$2.35 billion in Germany, the single largest market for knitwear, data revealed.

Out of \$11.92 billion export earnings from knitwear in July-May period of the current fiscal, \$8.39 billion came from the EU markets. This accounted for 70.39 per cent of total knitwear earnings.

Knitwear exports registered a 5.46 per cent growth in EU markets during the same period. In FY 2013-14 and FY 2014-15, earnings from knitwear grew by 17.38 per cent and 1.90 per cent respectively.

Export earnings from non-traditional markets also faced setback as knitted items recorded negative growth by 38.79 per cent in Brazil, 4.98 per cent in China and 8.85 per cent in Turkey during the first 11 months of the current fiscal.

During the period, 5.92 per cent and 3.91 per cent slow growth persisted in Russia and South Africa respectively, according to data.

The country fetched \$1.90 billion from knitwear exports from non-traditional markets including Australia, Brazil, Chile, China, India and Japan during the July-May period.

Knitwear makers, however, attributed the slow export growth to revised rules of origin by the EU, its sluggish economic trend and depreciation of euro against US dollar. Safeguard duty and high duty imposed by Turkey and Brazil also hindered exports.

Fazlul Hoque, former president of the Bangladesh Knitwear Manufacturers and Exporters Association (BKMEA), said, "The EU economies are yet to become stronger in recent years resulting in a declining trend in retail business there."

The sluggish demand has an adverse impact on our exports, he said.

Regarding China, Mr Hoque said business communication is not well established while there is also a lack of confidence.

Md Hatem, managing director of MB Knit Fashions Ltd, said, in recent times, prices of knit items declined in Europe.

The currencies in importing countries continued to depreciate while local currency is appreciating against US dollar. This also severely affected our competitive edge, he noted.

Moreover, severe energy crisis at home is also hampering production, he added.

Dr Khondaker Golam Moazzem additional research director of Centre for Policy Dialogue (CPD) said euro devaluation against US dollar affects mostly the knitwear makers as they use local raw materials like yarn and fabric.

The EU's revised rules of origin, an advantage for woven makers, have brought disadvantages for the local knitwear makers as it allows duty-free access for garment exporters even when they use imported fabrics.

The local knitwear makers are facing stiff competition with their competitors due to the EU revised rules of origin, he noted.

Mr Moazzem recommended exploring markets where rules of origin are still in favour of Bangladesh.

Political problem, economic recession and high duty in Brazil are responsible for the negative growth of garment exports, both knit and woven, in that market, said Shahidullah Azim a former leader of the Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA).

## Changyuan acquires textile machinery maker Yin Science

30 June 2016



Yin Group chairman Yin Zhiyong

Changyuan Group (also CYG Group) has announced acquisition of [textile](#) machinery manufacturer Shanghai Yin Science & Technology Company (Yin Group). CYG Group paid 1.88 billion yuan to 16 shareholders of Yin for buying 48 million shares, which account for 80 per cent of the total equity shares. In 2015, Yin Group's revenue stood at 477 million yuan while net profit was 112 million yuan. In the first quarter of this year, the Group's revenue totaled 79.44 million yuan whereas net profit was 5.2003 million yuan, Yin Group chairman Yin Zhiyong told Fibre2Fashion in Shanghai.

The total value of all shares of Yin Group is 2.363 billion yuan, which is a growth of 652.02 per cent of the face value of shares.

Yin Group's CNC cutting equipment, automatic spreading machine, and garment hanging storage system has obvious advantages and are in line with CYG Group's long-term development strategy of 'intelligent equipment factory' positioning. Moreover, CYG's existing 'smart factory equipment' subsidiary Zhuhai Intelli will get synergistic effect.

Founded in 2006, Yin Group is the number one digital equipment solutions provider for pre-sewing, sewing, and post-sewing clothing technology. The company is one of the few Chinese companies that have intellectual property rights of CNC cutting machines.

Currently, Yin Group has dozens of offices throughout China and also overseas subsidiaries in Japan and Germany. Its products have been exported to Japan, India, Brazil, the US, Germany, the UK and other countries.

The company has manufacturing units in Shanghai and in Jiangsu province. As an industry leader in CNC cutting equipment, Yin Group actively promotes the fusion of industrialisation and information, and promotes technological innovation and popularisation of automatic cutting technology. (RKS)

Fibre2Fashion News Desk – China

**China’s textile industry facings impact of TTP trade pact**

YarnsandFibers News Bureau, 2016-06-30 17:00:00 – Syndey



With the signing of the Trans Pacific Partnership trade agreement between 12 Pacific Rim countries which China is not a part, the textile industry of China is undergoing palpable change as many countries apart of the agreement threat a power shift in the world’s textile industry.

The Woolmark Company key account manager for Hong Kong, Daniel Chan said that despite the slowdown in Trans-Pacific Partnership by the United States presidential and congressional elections, the impact has already been felt by China as companies are trying to move out of China.

With the elimination of tariffs set to promote the competitiveness of textile industry, Mr Chan said that the reaction had been immediate, bringing trade momentum from China to Vietnam.

The profit margin is low now so manufacturers are trying to save money so when they talk about setting up factories in South East Asia, most were from China or Hong Kong and they have migrated production there.

The Woolmark Company Hong Kong country manager Alex Lai, said that the manufacturing and processing of fibres is undergoing a revolution in Asia. Manufacturing is moving from China to South East Asia into Bangladesh, Vietnam, Cambodia, Burma and Indonesia because of labour costs and in the future the TPP tax benefits to export to Europe and US will be attractive.

Big businesses in the supply chain are already building their businesses in TPP partner countries.

The TPP is anticipated to set widespread new rules for trade, investment, intellectual property, labour, data storage, state-owned enterprises and the environment across 40 percent of the world's economy: Australia, Brunei, Canada, Chile, Japan, Malaysia, Mexico, New Zealand, Peru, Singapore, US and Vietnam.

According to the World Trade Organisation, the 12 TPP partners altogether imported \$65 billion worth of textiles and \$154 billion worth of apparel in 2013, which accounted for a world import share of 20 percent and 32 percent, respectively.

THURSDAY, 16 JUNE 2016 19:22

## CHINA'S DYESTUFF COMPANIES LESS PROSPEROUS THAN PRINTING AND DYEING

*"China came out with the 2016 Q1 report of listed printing and dyeing companies recently. The weighted average operating revenue of five representative listed companies reached 362 million Yuan, up 14.89 per cent year on year and net profits scored at 21 million Yuan, up 4.76 per cent year on year. For 6 representative listed dyestuff auxiliary companies, the weighted average operating revenue was 1.034 billion Yuan, down 4.48 per cent on an annual basis and net profits were 101 million Yuan, a fall of 42.77 per cent year on year.*



China came out with the 2016 Q1 report of listed printing and dyeing companies recently. The weighted average operating revenue of five representative listed companies reached 362 million Yuan, up 14.89 per cent year on year and net profits scored at 21 million Yuan, up 4.76 per cent year on year. For 6 representative listed dyestuff auxiliary companies, the weighted average operating revenue was 1.034 billion Yuan, down 4.48 per cent on an annual basis and net profits were 101 million Yuan, a fall of 42.77 per cent year on year.

The observation is that the dyestuff auxiliary companies were less prosperous than printing and dyeing companies in Q1 and the growth rate is lower than the latter part.

### Performance of printing and dyeing companies



Two among the five listed companies, witnessed operating revenue decrease year on year, while three increased. In Q1, Hangmin remained on top, to increase by 12.51 per cent from last year to reach 675.77 million Yuan. Amid the tight environment policy, capacity of small and medium dyeing plants shrank due to higher dyestuff prices and coming G20 Summit, which was good for the improvement of shares of leading companies. Currently, Hangmin Stock has a capacity of 1 billion meters of printed and dyed fabric and sales ratio is quite good.

MIZUDA and Zhonghe witnessed losses in Q 1, while Hangmin Stock continued to be the top with the net profits of 91.86 million Yuan, up 17.91 per cent. Benefited from higher dyeing fee and good control on cost, net profits increased sharply and the gross profit rate approached 29.44 per cent, up 0.65 per cent from last year.

Dyestuff auxiliary companies dip in turnover Out of the six dyestuff auxiliary companies, three's operating revenue declined year on year. The leading company, Zhejiang Lonsen witnessed a yearly decrease of 22.58 per cent to reach 2.981 billion Yuan in Q1, as the dyestuff prices began to tumble in Q2, 2015 and rebound after March, 2016. Therefore, the dyestuff prices maintained at a historical low level in Q1, 2016.

At present, Zhejiang Lonsen has the largest dyestuff capacity in China, with 140kt of disperse dyestuff and 70kt of reactive dyestuff per year. In 2015, operating revenue of dyestuff and intermediate accounted for about 70 per cent in total. In 2017, the annual capacity of disperse dyestuff will increase from 140kt to 250kt and in the next 5 years, the capacity of intermediate will rise from 50kt to 150kt.

### **Net profits move south**



A look at the net profits reveal, only one company saw net profits increase year on year and other five companies all decreased sharply. In Q1, net profits of Zhejiang Lonsen reached 304 million Yuan, down 73.95 per cent year on year, as dyestuff prices remained low in the first quarter after the sharp decrease in the second quarter of 2015.

With the tightening of environment policy, high-polluting printing and dyeing and dyestuff companies will be under stringent regulation in general. In printing and dyeing industry, the shutdowns of small and medium plants lead to capacity reduction, so the shares of leading companies are expected to increase further.

Moreover, with the coming G20 Summit, printing and dyeing and dyestuff companies are predicted to be shut down for about 15-20 days. Supply of dyestuff auxiliary is likely to decrease. Though the price increase of dyestuff does not pose positive impact on the Q1 report, the report in Q2 may be better amid the traditional buoyant season.

SMI		-15MIN	CAC40	LIVE	DOW	LIVE	EUR/CHF	LIVE	USD/CHF	LIVE	EUR/USD	LIVE	OR	LIVE	BRENT	PREV.DAY	Mazout	Taux CHF
8'085.21	0.81%	4'273.96	0.86%	17'949.37	0.11%	1.0839	---	0.973	---	1.1138	---	1'342.65	---	49.92	-0.46%			

## Coton: les cours hésitent entre tension du marché et grosse récolte attendue

NEW YORK (awp/afp) - Les cours du coton américain ont eu une semaine erratique, tirillés entre une bonne tenue des ventes liée à une offre mondiale en berne et l'anticipation d'une excellente récolte cette année, pour rester pratiquement stables.

Après avoir progressivement monté durant la semaine, les cours se sont effondrés jeudi après l'annonce par le ministère de l'Agriculture que les champs de coton du Texas (sud) et de Georgie (sud-est) seraient bien plus étendus que les analystes ne l'avaient prévu.

Et "comme le début de la saison est excellent au Texas, certains la comparant à la récolte record de 2007, on pourrait voir des rendements meilleurs que d'habitude cette année", et donc une production plus abondante qu'escompté, estimaient les analystes de Plexus Cotton.

"Il est peut-être un peu tôt pour entretenir un tel optimisme, mais le marché commence déjà à en tenir compte dans les cours", ajoutaient-ils.

Cependant, ils notaient aussi que cette pression à la baisse portait sur des prévisions, alors que la situation actuelle du marché, elle, est plutôt favorable: "les ventes à l'exportation continuent à dépasser les attentes", et les stocks américains s'écoulaient rapidement.

"A l'international, le marché continue à donner une prime pour une production mondiale qui semble se réduire", notait pour sa part Louis Rose, de Risk Analytics, avec "des estimations de surfaces plantées en baisse en Chine, en Inde et au Pakistan, un temps trop sec en Afrique de l'ouest et dans l'ancienne Union soviétique, et une météo moins qu'idéale en Chine", tandis qu'en Australie, le niveau des nappes phréatiques inquiète et qu'au Brésil, les agriculteurs devraient trouver le soja plus rentable que le coton aux cours actuels.

"Du côté de la demande, les choses semblent s'améliorer et la Chine continue à vendre pratiquement 100% de ce qu'elle met sur le marché chaque jour, les filatures étant apparemment demandeuses pour des quantités supplémentaires", a précisé M. Rose.

Dans ce contexte contradictoire, les analystes penchaient pour une stabilisation des cours au mieux, ou une baisse.

"La poussée à la hausse a calé", constataient les analystes de Plexus Cotton et vu la production abondante qui guette, "nous pensons que la prochaine réorientation du marché sera à la baisse".

La livre de coton pour livraison en décembre, le contrat le plus actif sur l'Intercontinental Exchange (ICE), a terminé vendredi la séance à 64,99 cents, contre 64,42 cents en fin de semaine dernière, en hausse de 0,88%.

L'indice Cotlook A, moyenne quotidienne des cinq prix du coton les plus faibles sur le marché physique dans les ports d'Orient, s'affichait à 76,15 dollars, en hausse de 3,36% par rapport aux 74,55 dollars de la veille des résultats du référendum britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne.

chr/cj

(AWP / 01.07.2016 21h10)



01 JUILLET 2016 - 08:45 |

PAR [COMMODOAFRICA](#)



© DR

## L'industrie textile et le coton durable des progrès mais peut mieux faire

Tandis que l'offre de coton durable issue de différentes initiatives comme la Better Cotton Initiative (BCI), Cotton Made in Africa (CMiA) ou le coton biologique, équitable ou encore recyclé, s'accroît jusqu'à représenter 13% de l'approvisionnement mondial en coton en 2015, pourtant moins d'un cinquième de ce coton a été acheté comme coton durable. C'est l'une des conclusions d'une étude réalisée par l'ONG Rank a Brand et commandée par Solidaridad, Pesticide Action Network UK et WWF.

L'étude, « Sustainable Cotton Ranking : Assessing Company Performance 2016 », a cherché à mesurer la performance de 37 grandes entreprises en matière de durabilité du coton. Elles ont été classées selon trois critères : la politique, l'utilisation réelle et la traçabilité.

Aucune société n'a réalisé le score maximum de 19,5 points car aucune entreprise utilise 100% de coton durable ou n'est totalement transparente sur sa politique et sa chaîne d'approvisionnement.

Sur les 37 entreprises évaluées, seulement huit ont marqué trois points ou plus. Avec un score de 12 points le groupe IKEA est l'entreprise la plus performante tout en étant la seule société à se classer dans la zone verte (voir tableau ci-dessous), C & A Global (9), H & M (9) et Adidas (7,75) suivent dans la zone jaune, tandis que Nike (6,75), Marks & Spencer (5,5), VF Corporation (3,25) et Kering (3,0) sont dans la zone orange. 17 autres entreprises ont obtenu moins de trois points, tandis que 12 entreprises ont fourni peu ou pas d'information et n'ont donc marqué des points (zone rouge).

Company name	Policy	Uptake	Traceability	Total score
Maximum score	3.50	11.00	5.00	19.50
IKEA Group	2.00	8.00	2.00	12.00
C&A Global	3.00	4.00	2.00	9.00
H&M Group	2.50	3.00	3.50	9.00
Adidas Group	2.25	4.00	1.50	7.75
Nike, Inc.	2.75	2.00	2.00	6.75
Marks & Spencer	2.00	3.00	0.50	5.50
VF Corporation	2.25	1.00	0.00	3.25
Kering	2.00	0.50	0.50	3.00
Inditex Group	2.50	0.00	0.00	2.50
Burberry Group PLC	1.75	0.00	0.50	2.25
Associated British Foods	1.50	0.00	0.50	2.00
Hanesbrands Inc.	1.00	0.00	1.00	2.00
Carrefour	1.75	0.00	0.00	1.75
PVH	1.75	0.00	0.00	1.75
Casino Group	1.25	0.00	0.00	1.25
China Resources Enterprise Ltd.	1.25	0.00	0.00	1.25
Macy's, Inc.	1.25	0.00	0.00	1.25
Hudson's Bay Co.	0.50	0.00	0.50	1.00
Walmart	1.00	0.00	0.00	1.00
LVMH	0.75	0.00	0.00	0.75
Target Corp	0.25	0.00	0.50	0.75
Fast Retailing	0.50	0.00	0.00	0.50
GAP Inc.	0.50	0.00	0.00	0.50
L Brands	0.50	0.00	0.00	0.50
Wesfarmers	0.00	0.00	0.50	0.50
Auchan Groupe	0.00	0.00	0.00	0.00
Coach Inc.	0.00	0.00	0.00	0.00
Dillard's Inc.	0.00	0.00	0.00	0.00
Foot Locker, Inc.	0.00	0.00	0.00	0.00
Hermès International S.A.	0.00	0.00	0.00	0.00
JCPenney	0.00	0.00	0.00	0.00
Lotte Co. Ltd.	0.00	0.00	0.00	0.00
Nordstrom Inc.	0.00	0.00	0.00	0.00
Ralph Lauren Corporation	0.00	0.00	0.00	0.00
Richemont	0.00	0.00	0.00	0.00
Ross Stores	0.00	0.00	0.00	0.00
TJX	0.00	0.00	0.00	0.00



- Leading the way
- Well on the way
- Starting the journey
- Not yet in the starting blocks

Bien que des progrès significatifs ont été réalisés par quelques grandes entreprises, d'importantes marges de progression existent pour améliorer l'approvisionnement et remonter l'information sur le coton durable. Les auteurs de l'étude soulignent une absence d'informations publiques sur les politiques, l'approvisionnement et la chaîne d'approvisionnement dans le secteur du textile, un élément indispensable pour la transformation globale du marché.



## Textile : un tissu « intelligent » pour remplacer les étiquettes

DOMINIQUE CHAPUIS Le 04/07 à 20:15    Mis à jour le 05/07 à 09:28



Le vêtement connecté constitue une piste d'avenir pour les géants de l'habillement.

**La banque d'investissement va apporter 1,85 million à une start-up de Grenoble. Son projet permet d'encapsuler des puces électroniques dans le fil des vêtements.**

Aider à mettre sur pied une filière industrielle française du vêtement connecté, c'est l'une des ambitions de Bpifrance dans le cadre de ses investissements sur des projets d'avenir. Les textiles intelligents représentent déjà en France près de 50 % du chiffre d'affaires du secteur, estimé à 12 milliards d'euros.

La banque vient d'apporter 1,85 million d'euros au projet Thésée (3,8 millions au total), qui réunit une start-up grenobloise Primo1D, l'école de mode La Fabrique et l'équipementier automobile EFI Automotive. La start-up, issue du CEA, a mis au point une technologie de micro encapsulation de puces électroniques RFID (identification par radio fréquence) dans les fils du textile. Ce système de radio fréquence est déjà

utilisé par les géants de l'habillement Zara ou Decathlon, mais via des étiquettes, avec le risque qu'elles soient enlevées. « Avec notre technologie, cette puce est intégrée dès la conception du vêtement. Il va porter en lui cette fonction, de façon invisible, durable et lavable », précise Emmanuel Arène, le co fondateur et dirigeant de Primo1D.



La start-up primo1D a mis au point une technique qui permet d'encapsuler des puces électroniques dans un fil textile - DR

Son intérêt : assurer la traçabilité d'un modèle depuis sa fabrication à la livraison en magasin. Ce qui va faciliter la gestion des stocks, surtout avec le développement des ventes multicanal (internet). Un enjeu capital dans ce secteur. Aujourd'hui, l'imprécision des inventaires, entre ce qui est réellement stocké et ce qui est répertorié informatiquement, peut atteindre jusqu'à 25 % ! « Ce qui veut dire qu'on en sait pas où est passé un quart des "fringues", et si elles ont été volées, perdues ou vendues », reprend le dirigeant. Quand on sait que 4 milliards d'étiquettes électroniques sont aujourd'hui vendues chaque année, on mesure la taille potentielle de ce nouveau marché. Ce fil du futur est aussi une solution contre les vols et permet l'authentification d'une pièce. Un plus pour les marques haut de gamme dans la lutte contre la contrefaçon.

« Garde-robe connectée »

Primo1D réfléchit aussi à de nouveaux usages cette fois pour le consommateur, avec l'idée « d'une garde robe connectée ». Il pourrait, via son smartphone, être informé sur l'entretien de son vêtement, ou être mis en contact avec le site de la marque pour les nouveautés.

Tout l'enjeu désormais est de passer à l'industrialisation. D'où le coup de pouce de la banque d'investissement. « Incorporer une puce dans un fil, Primo1D sait le faire. Il

*faut désormais être capable de tricoter ces fils à l'échelle industrielle, et passer les verrous*», relève Catherine Borg Capra, directrice des filières industrielles de Bpifrance.

Partenaire du projet, l'équipementier EFI va aider à assembler ces composants électroniques. L'école de mode la Fabrique va, elle, mettre son réseau de confectionneurs, spécialistes de la maille ou du tricotage, au service de la start-up grenobloise. « *Nous allons travailler avec ses professionnels pour nous aider à intégrer ces techniques dans le vêtement* », reprend Emmanuel Arène. Parmi les entreprises intéressées, Dim serait prêt, selon la Bpi, à tester la technologie. Le coût de ces fils intelligents -plus chers qu'une étiquette électronique- pourra, avec de plus gros volumes, être compétitif demain, assurent les promoteurs du projet. Et permettre des gammes de prix accessibles sur le marché. « *L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 20 millions d'euros en 2020, avec la création de 70 emplois* », se réjouit Catherine Borg Capra.

# Labour Laws: Ministry wants garments sector reforms to span textiles too

Changes in labour laws and a Rs 6,000-crore package have recently been announced for the garments sector

By: [Banikinkar Pattanayak](#) | New Delhi | Updated: July 4, 2016 8:56 AM



Textile secretary Rashmi Verma said the ministry expects the special package announced for the garments sector to be extended to the textile sector as well, at least things such as fixed-term employment and increase in the overtime limit for workers

Close on the heels of the government announcing radical changes in labour rules and a Rs 6,000-crore package for the garments sector, the textile ministry has started pitching for extension of at least the labour reforms to the textile (yarns, fabrics and made-ups) sector.

In an interview to FE, textile secretary Rashmi Verma said: “The special package has talked of certain big reforms in labour laws. This is, of course, specific to the garments

sector. We are hopeful these will be extended to the textile sector as well, at least things such as fixed-term employment and increase in the overtime limit for workers. We are in talks with the ministry of labour and they are considering it.”

Since both the labour-intensive sectors complement each other, extension of labour reforms to textiles, including spinning, will enable India to better capture the space being ceded by China due to soaring wages costs there, apart from helping create new jobs.

Late last month, the government decided to introduce fixed-term employment and bring in parity between contractual and permanent labourers in terms of wages and other incentives. It also raised the overtime work limits for willing workers to 8 hours per week (which will translate into roughly 100 hours a quarter), against the current 50 hours per quarter. So a garment factory will now have the flexibility to hire contractual workers for a fixed period and get willing workers to do overtime to be able to meet supply commitments, given the highly seasonal nature of export orders.

Last month, the government announced that contribution to the Employees’ Provident Fund (EPF) will be optional for garment sector employees earning less than Rs 15,000 per month. Such a move will leave more money in the hands of workers and help boost rural demand. Moreover, the government decided to bear the entire 12% of the employers’ contribution to the EPF scheme for a certain category of employees, up from 8.33% at present.

The government now aims at creating 10 million new jobs, \$30 billion additional exports (over and above textile and garment exports of \$40 billion in 2015-16) and investments of Rs 74,000 crore over the next three years.

Analysts say with the government announcing a 24% hike in salary as recommended by the 7th Pay Commission for even low-ranked and unskilled staff, the need for labour reforms across sectors has become greater than ever to enable private players to hire employees with less or limited skills at reasonable costs.

The fixed-term employment concept marks an important step that can potentially be replicated in other industries (for instance automobiles) that have witnessed protests over pay disparity among workers and are struggling under rigid rules for contractual employment.

Archaic labour rules are among reasons behind slower growth rate in garments exports. This resulted in Bangladesh beating India in garment exports in 2003 and Vietnam in 2011. India's garment exports were to the tune of \$17 billion in 2014, trailing Bangladesh's \$29 billion and Vietnam's \$21 billion. India's overall textiles and garments exports stood almost flat at \$40 billion in 2015-16 compared with the previous year.

Despite being the world's second-largest producer of cotton in 2014, India accounted for just 5.8% and 3.7% of global textile and garment exports, respectively. China maintained a huge margin with share of 35.6% and 38.6%, showed the WTO data. India's textile and garments sector employ around 32 million people, the largest jobs provider after agriculture.

According to a recent World Bank report, a potential 10% rise in apparel prices in China could help India create at least 1.2 million new jobs in its garment industry. Women are going to benefit the most, as every 1% increase in wages could raise the probability of them entering the labour force by 18.9% in India and other south Asian countries, the report said.

THURSDAY, 30 JUNE 2016 18:30

## INDIAN TEXTILES LOSES GROUND TO BANGLADESH, VIETNAM

*"Traditionally, India's textile sector not only employed millions of people directly but also gave the country the lion's share in global trade. Things have changed in recent years and India's apparel industry is in tatters. Many of India's textiles mills are shutting down, new jobs aren't being created because exports are not growing. And countries such as Bangladesh and Vietnam have convincingly left India behind in their race to the top."*



Traditionally, India's textile sector not only employed millions of people directly but also gave the country the lion's share in global trade. Things have changed in recent years and India's apparel industry is in tatters. Many of India's textiles mills are shutting down, new jobs aren't being created because exports are not growing. And countries such as Bangladesh and Vietnam have convincingly left India behind in their race to the top.

The new special package for the sector is expected to create one crore new jobs over the next three years and bring in an additional investment of Rs 74,000 crores. The new measures overhaul labour laws, allowing workers to do overtime of eight hours per week and provide additional subsidy for garment manufacturers to upgrade technology and expand industries.



Industry bodies and experts have hailed the initiative, calling it a 'comprehensive' package that addresses the industry's needs. There is optimism that India will be able to regain some lost ground. But, it's still worth examining how Indian textiles industry ended up where it is now.

### **Decline of the industry**

India's textile exports declined marginally last year to \$36.26 billion from \$37.14 billion recorded in the year 2014-'15. In apparel, Bangladesh's exports to the US grew by a whopping 12 per cent in 2015 while Vietnam did even better as its exports rose by 14 per cent. India, on the other hand, saw its exports grow just by 8 per cent. Even the government has acknowledged this state of affairs. According to the Ministry of Textiles, Bangladesh and Vietnam have surpassed India's apparel exports and the country is the smallest exporter among these three economies.

### **Bangladesh's competitive edge**

Both Bangladesh and Vietnam have cut into India's pie as a preferred manufacturer of clothing, while India's exports have languished. A recent study attributed this fall to greater competitiveness in factories of Bangladesh. India's garment factories are too small. They typically have 150 people and about 80 machines while the average factory in Bangladesh has 600 people.

Interestingly while China's dominance in the trade has been on the wane due to rising labour costs, India has been facing a peculiar problem of trying to expand the scope of its industries. With China's textile sector slowing down, countries like Russia, which were completely dependent on China have left a vacuum. Indian companies can take advantage of this. However, this is not going to be easy with countries such as Bangladesh offering cheaper alternatives. With the new Textile Policy, the government is trying to give additional incentives to both workers and the businesses to balance the value chain so that the industry can achieve its potential.

The government will provide more money for employees who work at the lowest rung of the ladder through PF accounts, while making the EPF optional to employees who earn less than Rs 15,000 a month to provide them more money to spend. For industries, the government is providing tax incentives and funds through loans and subsidies to speed up the process of industrial expansion.

### **Loans and subsidies**

A key part of it is the additional subsidy provided under the Amended Technological Upgradation Funds Scheme. This scheme provides one-time incentive to owners looking to scale up their ventures by investing in technology or generating employment. Under the new norms, the subsidy has been increased from 10 per cent to 25 per cent and it will only be provided after the 'expected jobs' are created. The current scheme will involve an annual expenditure of Rs 400-500 crore according to the ministry estimates and it is expected to generate 12.25 lakh jobs and additional exports of \$7 billion.

Problems persist, even as the current package seeks to revive the sector through broad range reforms. Recently, textile mills in Telangana decided to shut down twice a week in protest, taking a cue from Tamil Nadu to highlight their problems. Reportedly, Andhra Pradesh is also set to follow suit as mill owners complain of eroding profits because of raw cotton stocks being allegedly hoarded by large corporations and imports having become expensive because of added duties and taxes.

Shutting down mills further accentuates the extent of the rot facing the mill owners as the official data shows that close to 600 textile mills shut down permanently during the last year itself. That's about two mills closing down every day – and the number of mills shutting down has been rising for the last decade. The government is yet to find out how it impacts the industry.

TEXTILE WARS

## Three charts show how the Indian textile industry lost the race to Bangladesh and Vietnam

*Will the special package for the sector facing both external and internal pressures in a competitive market be enough to revive it?*



Image credit: Adnan Abidi/Reuters

June 30th 2016 · 08:30 pm

To clothe a billion people ought to be reason by itself to ensure a thriving industry. Traditionally, India's textile sector not only employed millions of people directly but also gave the country the lion's share in global trade.

However, things have changed in recent years. India's apparel industry is in tatters. Textiles mills are shutting down. New jobs aren't being created because exports are not growing. And countries such as Bangladesh and Vietnam have convincingly left India behind in their race to the top.

This is what prompted the Narendra Modi government to unveil a special package for the sector last week. It is expected to create one crore new jobs over the next three years and bring in an additional investment of Rs 74,000 crore.

The new measures overhaul labour laws, allowing workers to do overtime of eight hours per week and provide additional subsidy for garment manufacturers to upgrade technology and expand industries.

Industry bodies and experts have hailed the initiative, calling it a “[comprehensive](#)” package that addresses the industry's needs and hope is being expressed that India will be able to regain some of its lost competitiveness.

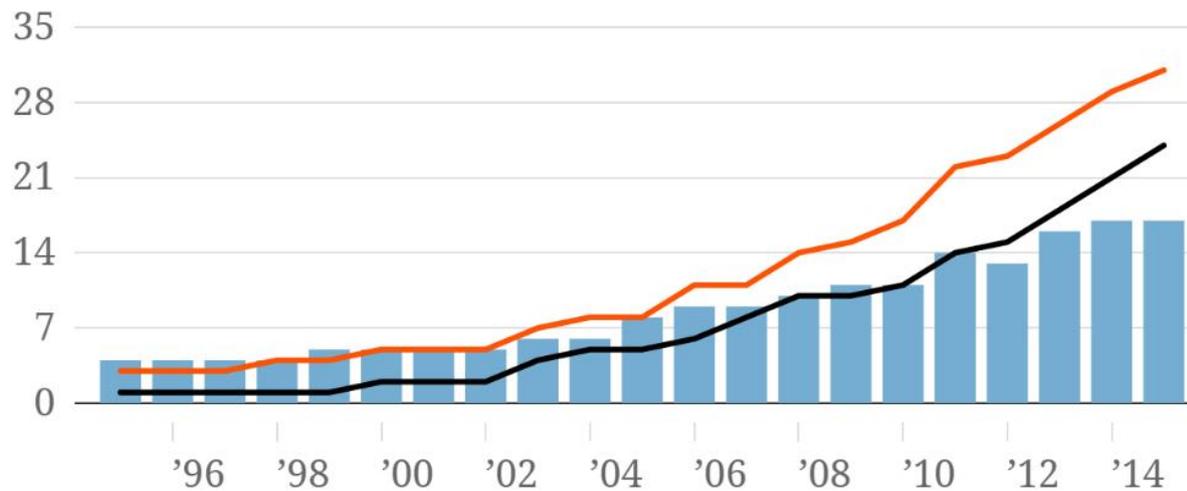
But, it's still worth examining how the Indian textiles industry ended up where it is right now.

India's textile exports declined marginally last year to \$36.26 billion from \$37.14 billion recorded in the year 2014-'15. In apparel, Bangladesh's exports to the US grew by a whopping 12% in 2015 while Vietnam did even better as its exports rose by 14%. India, on the other hand, saw its exports grow just by 8%.

The presentation put out by the Indian government on the announcement of the package also acknowledged this state of affairs. The Ministry of Textiles said that Bangladesh and Vietnam have surpassed India's apparel exports and the country is the smallest exporter among these three economies.

## India's apparel exports (\$ billions)

■ Bangladesh ■ Vietnam ■ India



Scroll.in

Data: Ministry of Textiles

### Competitive neighbour

The chart above shows apparel exports from Bangladesh surpassed India in the year 2003 and Vietnam left India behind in 2011. Since then, both these countries have cut into India's pie as a preferred manufacturer of clothing, while India's exports have languished. A recent piece on *Rediff.com* attributed this fall to the greater competitiveness in factories of Bangladesh.

"India's garment factories are too small; they typically have 150 people and about 80 machines," a businessman in the apparel sourcing business [told](#) the website.

"The average factory in Bangladesh has 600 people."

While China's dominance in the trade has been on the wane due to rising labour costs, India has been facing a peculiar problem of trying to expand the scope of its industries.

“With China’s textile sector slowing down, countries like Russia, which were completely dependent on China have left a vacuum. Indian companies can take advantage of this,” Textile secretary Rashmi Verma [told](#) the *Hindu*.

However, this is not going to be easy with countries such as Bangladesh offering cheaper alternatives.

“We are facing some teething problems, but it will be cleared soon. We are also concerned about reverse FDI [Foreign Direct Investment] as some of the big players are moving to countries like Ethiopia, Vietnam and Bangladesh to set up units,” she added.

With the new policy, the government is trying to give additional incentives to both workers and the business owners to balance the value chain so that the industry can achieve its potential.

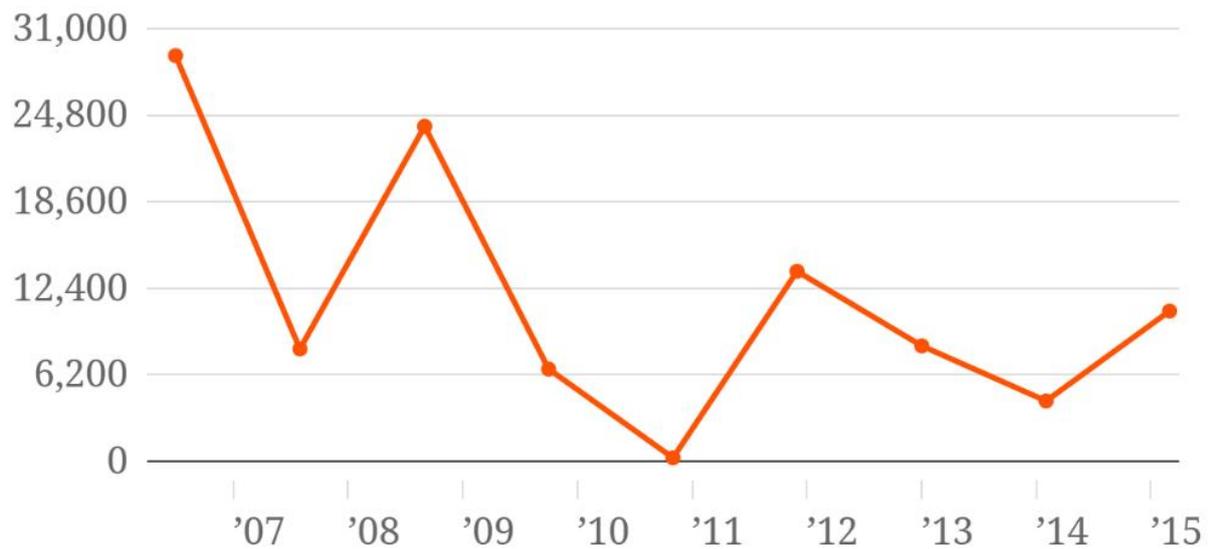
For those employees who work at the lowest rung of the ladder, the government will provide more money in their provident fund accounts while also making the Employee Provident Fund optional to employees who earn less than Rs 15,000 a month in order to provide them with more money to spend. For industries, the government is providing tax incentives and funds through loans and subsidies to speed up the process of industrial expansion.

### **Where's the money?**

A key part of it is the additional subsidy provided under the Amended Technological Upgradation Funds Scheme. This scheme provides one-time incentive to business owners looking to scale up their ventures by investing in technology or generating employment. Under the new norms, the subsidy has been

increased from 10% to 25% and it will only be provided after the “expected jobs” are created.

Funds provided via technology upgradation scheme (Rs. crore)



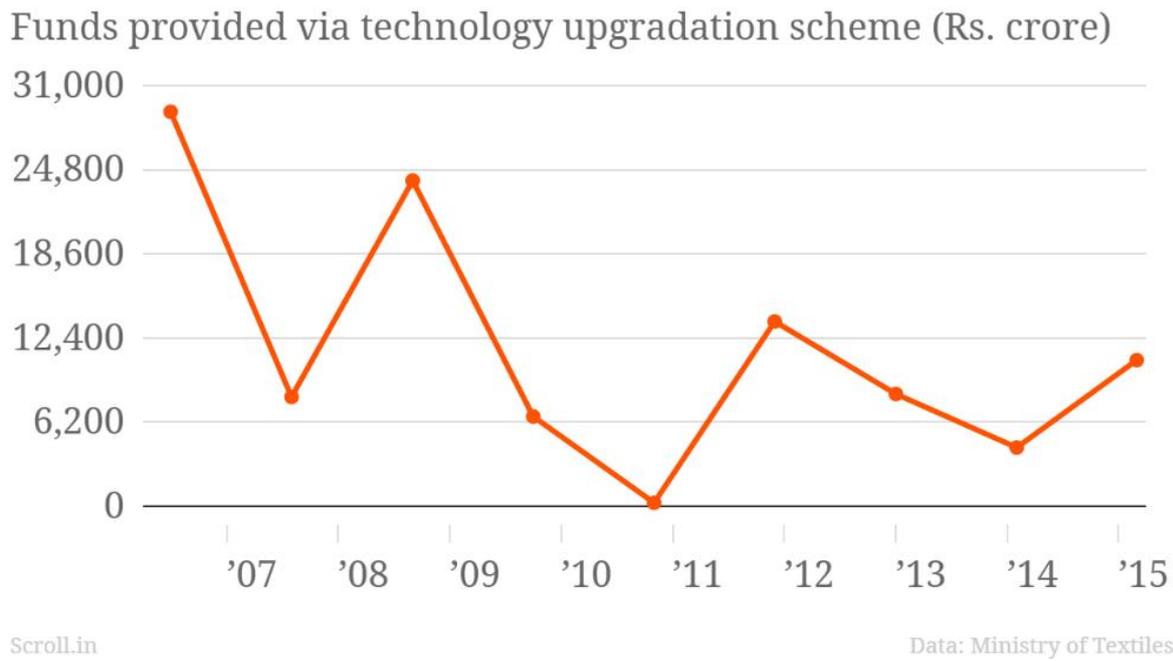
Scroll.in

Data: Ministry of Textiles

The chart above shows how the funds provided through the current and previous schemes by the ministry have dwindled over the years. The current scheme will involve an annual expenditure of Rs 400-500 crore according to the ministry estimates and it is expected to generate 12.25 lakh jobs and additional exports of \$7 billion.

Even as the current package seeks to revive the sector through broad range reforms, problems persist. Last week, textile mills in Telangana decided to shut down twice a week in protest, taking a cue from Tamil Nadu to highlight their [problems](#).

Andhra Pradesh is also reportedly set to follow suit as mill owners complain of eroding profits because of raw cotton stocks being allegedly hoarded by large corporations and imports having become expensive because of added duties and taxes.



Shutting down of mills further accentuates the extent of the rot facing the mill owners as the official data shows that close to 600 textile mills shut down permanently during the last year itself. That’s about two mills closing down every day – and the number of mills shutting down has been rising for the last decade. The government is yet to find out how it impacts the industry.

In 2014, the ministry told the Rajya Sabha in a written response that there has been [no study yet](#) which links the shutdown of mills to production, even though there could be a variety of reasons for the closures.

“As per the report received from Regional office of the Textile Commissioner, the main reason for closure of mills is financial problems including other reasons such as strike/labour problems, lock-out, etc,” the minister of state for textiles told the house. “There is no study in the knowledge of Government on the impact on the production of textile items due to closure of mills,” the minister said.

## Heurts à Florence entre la communauté chinoise et la police

Reuters le 01/07/2016 à 21:03

- \* Quelque 50.000 Chinois vivent dans la région de Florence
- \* Les violences sont inhabituelles dans cette communauté
- \* Beaucoup travaillent dans le textile et la maroquinerie
- \* Le secteur pourrait être un bastion du crime financier

par Silvia Ognibene

**FLORENCE, Italie, 1er juillet (Reuters)** - Des affrontements se sont produits cette semaine entre la police italienne et la communauté chinoise de Prato, près de Florence, qui abrite une des plus grandes concentrations d'Europe d'entreprises gérées par des Chinois.

Prato, capitale de l'industrie textile italienne, est une terre d'immigration chinoise depuis le milieu des années 90. Environ 50.000 Chinois y travaillent dans le textile et la maroquinerie, pour le très prisé label "fabriqué en Italie".

Beaucoup de ces sociétés profitent du travail des migrants clandestins, ne respectent pas les règles de sécurité et pratiquent la fraude fiscale.

Les heurts ont commencé mercredi lors d'une inspection d'un atelier de fabrication textile par les autorités sanitaires. Les contrôles ont été accrus en Italie après la mort de sept personnes en 2013 dans l'incendie d'un atelier de confection.

Le propriétaire contrôlé a réagi avec colère aux remarques d'un inspecteur portant sur des violations, mineures, des règles concernant la santé et la sécurité du personnel. Il a bousculé l'inspecteur et les policiers qui l'accompagnaient, dit-on de source policière.

Les employés chinois se sont ensuite barricadés à l'intérieur de l'usine tandis que des centaines d'autres se rassemblaient à l'extérieur. Ils ont lancé des pierres et des bouteilles sur les policiers équipés de matraques et de boucliers qui avaient été appelés en renfort pour disperser la foule.

Deux ressortissants chinois et un policier ont été blessés.

### EVASION FISCALE ET BLANCHIMENT

Le président de la région, Enrico Rossi, a déclaré vendredi avoir discuté de l'incident avec le ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni.

Enrico Rossi s'est engagé à lutter contre la délinquance financière dans la région. Selon lui, la moitié de la production économique s'y fait de façon illégale, le manque à gagner pour le fisc est d'un milliard d'euros et l'argent est blanchi via des transferts internationaux.

"La situation est inacceptable", a déclaré Enrico Rossi à Reuters. "Il faut que la communauté chinoise respecte la loi et s'intègre; nous ne pouvons avoir des 'zones franches'. Nous allons continuer les inspections pour nettoyer cet immense système de production."

Les représentants de la communauté chinoise de Florence se sont rendus sur le lieu où se sont produits les heurts. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Hong Lei, a déclaré lors d'une conférence de presse vendredi que la situation était maîtrisée.

La Chine a demandé à l'Italie d'"appliquer la loi de façon civilisée, de mener une enquête avec équité et de protéger les droits et intérêts (...) des citoyens chinois en Italie."

Hong Lei a conseillé aux Chinois habitant en Italie de "défendre leurs droits et intérêts en respectant la loi et de façon rationnelle", selon le site internet du ministère.

Après les affrontements, le propriétaire de l'entreprise et un salarié ont été interpellés.

Des manifestants se sont rassemblés devant le tribunal qui a confirmé l'ordre d'interpellation. Ils ont accusé les autorités régionales d'avoir fait un usage excessif de la force lors de l'inspection des ateliers.

## Police raid 9 Chinese businesses in Italy

Source: AFP | July 2, 2016, Saturday |



ITALIAN police yesterday said they raided nine premises in the country's biggest Chinatown as part of an investigation into a gang suspected of organizing vigilante-style attacks on North Africans.

The raids were carried out in the Tuscan town of Prato, home to one of the biggest Chinese communities in Europe and a booming textile industry notorious for sweatshop exploitation.

The individuals being investigated are all linked to a Chinese cultural association called "The City of the White Stag."

Yesterday's raids were carried out under warrants issued for criminal association and commissioning racially motivated violence.

A police statement said the head of the White Stag group had organized vigilante-style patrols in Prato which had led to attacks on Arab immigrants with no criminal connections.

The raids followed clashes between police and some 300 Chinese on Wednesday evening after a health and safety inspection of a Chinese-owned textile factory in Sesto Fiorentino, a suburb of Florence close to Prato.

The mini-riot was sparked after an altercation between officers and an elderly Chinese man who was stopped leaving the factory with a baby in his arms, according to local reports.

Four policemen and three workers were hurt in the scuffles and police made two arrests.

Reports said protestors had shouted: "All you know how to do is to hand out fines."

At yesterday's foreign ministry press briefing in Beijing, spokesman Hong Lei said Chinese diplomats have made representations to the Italian authorities, "asking them to enforce the law, carry out just investigations, and safeguard the security and legitimate rights and interests of Chinese citizens in Italy."

Hong said China would "continue to follow this incident and offer necessary assistance to Chinese citizens there within our remit.

“Meanwhile, we ask Chinese citizens in Italy to safeguard their own rights and interests in a reasonable way.”

The latest incidents underline long-standing tensions between the Italian authorities and the country’s Chinese community, which has prospered economically but is regularly accused of showing no interest in integration and of sending millions in untaxed profits back to China.

In the Florence area, authorities have long battled the related problems of sweatshop exploitation and clandestine immigration.

But local officials say efforts to better regulate the textiles sector have borne fruit since a 2013 fire in a garment factory left seven people dead.

It emerged afterward that the workers had been living in the factory and were unable to escape because the windows were barred.

## L'assureur-crédit Coface maintient la note A4 du Maroc, déclassé l'Algérie et la Tunisie



**Le climat des affaires reste bon au Maroc, où le risque d'impayés des entreprises est jugé "convenable", contrairement à l'Algérie, la Tunisie et la Libye, estime dans sa dernière prévision trimestrielle l'organisme français d'assurance crédits, Coface. En Afrique également, le Maroc a la meilleure note, A4.**

C'est une bonne appréciation du climat des affaires au second trimestre 2016 délivrée aux autorités marocaines par l'assureur-crédits français Coface. Contrairement à beaucoup de pays, dont ceux africains et arabes, le Maroc garde sa note A4, autant pour un bon climat des affaires que pour le risque d'impayés des entreprises, qui sont qualifiées de "convenables" par l'assureur français. Déjà, dans sa dernière évaluation en janvier 2016, la Coface avait maintenu la note A4 attribuée au Maroc, dont les points forts, selon la Coface, sont "sa position géographique (proche du marché européen), sa stratégie de montée de gamme et de diversification de la production (automobile, aéronautique, électronique, services, chimie, textile, agroalimentaire...), et sa stabilité macroéconomique et politique. A l'inverse, la Coface signale des points faibles, dont la dépendance de l'économie au secteur agricole, les disparités sociales et régionales, et un taux de pauvreté et de chômage élevé. Par contre, l'Algérie a été déclassée avec un risque élevé par la Coface, qui estime que son économie reste **"fortement dépendante du secteur des hydrocarbures"**.

## La Tunisie recalée

La Tunisie a été également déclassée par l'assureur crédit français, et rétrogradée de B à C avec un risque "assez élevé", l'Égypte est classée avec un risque "élevé", alors que la Libye bascule dans la catégorie des risques "extrêmes". Dans le monde arabe, le Qatar (A3), le Koweït (A3), et l'Arabie saoudite (B) maintiennent les meilleures notes, mais ont été déclassés. Globalement, l'économie mondiale devrait perdre 0,2 point de croissance à 2,5%. Si la moyenne du risque mondial correspond à B (risque assez élevé), de plus en plus de pays émergents figurent dans les catégories de risques "extrême" et "très élevé", souligne l'assureur-crédit. Et, plus globalement, Coface estime que le risque d'entreprise mondial atteint un "pic" au second trimestre 2016. Il y a d'une part une prévision de croissance mondiale en 2016 "revue à la baisse de 0,2 point, à 2,5%", "la moyenne du risque mondial correspond à B (risque assez élevé), et "de plus en plus de pays émergents figurent dans les catégories de risques –extrême- et -très élevé", note la Coface dans un communiqué rendu public mercredi dernier à Paris. Enfin, "les trois plus grandes économies mondiales (Etats-Unis, Chine et Japon) sont fragilisées", alors que la "Chine pénalise l'activité de plusieurs pays asiatiques", mais "l'Europe est engagée dans une dynamique positive", même si "le risque politique alimenté par le Brexit est à surveiller".

## Le Contrat d'investissement avec Decathlon vise à développer les investissements industriels au Maroc (Président Decathlon)

Mardi 5 Juillet 2016 modifié le Mardi 5 Juillet 2016 - 01:34

Le Contrat d'investissement avec la société Decathlon dans le secteur textile, à l'occasion du lancement lundi à Casablanca du nouveau plan de réforme de l'investissement, vise à encourager et à développer les investissements industriels au Maroc, a indiqué le président de Decathlon, Sanchez de Borja.



La chaîne Decathlon, spécialisé dans Vêtements et Accessoires de Sport, ambitionne d'ouvrir 30 magasins dans le Royaume, a-t-il fait savoir dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement du nouveau plan de réforme de l'Investissement et de signature de plusieurs conventions et contrats d'investissement, présidée par le Roi Mohammed VI lundi au Palais Royal de Casablanca.

M. de Borja s'est dit heureux de la place qu'occupe la pratique sportive au Maroc, tout en émettant le souhait de voir ce secteur se moderniser, à travers notamment les produits de qualité et les prix bas qu'offre Decathlon.

Le Contrat d'investissement avec la société Decathlon, dans le secteur textile porte sur le développement au Maroc d'une plateforme d'achat et d'un réseau de vente avec un investissement de 163 millions de DH, la création de 10.910 emplois et plus de 2 milliards DH de sourcing local.

Il a été signé par le ministre de l'Economie et des Finances, M. Mohamed Boussaid, le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, M. Moulay Hafid Elalamy, et le Président de Decathlon.

# Investissements : Le détail des 30 contrats signés hier au Maroc

Posté le mardi, 05 juillet 2016 - 2:34 am



Infomédiaire Maroc – Comme déjà annoncé par Infomédiaire Maroc, à l'occasion du lancement du nouveau plan de réforme de l'investissement, le Roi Mohammed VI a présidé hier au Palais Royal de Casablanca, la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique et l'Office Chérifien des Phosphates, ainsi que de 30 contrats d'investissements.

La Convention de partenariat entre le Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique et l'Office Chérifien des Phosphates porte sur la mise en place et le développement de l'Ecosystème industriel OCP autour de grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises marocaines sous-traitantes. Elle a été signée par le Ministre de l'Economie et des Finances, Mohamed Boussaid, le ministre de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique, Moulay Hafid Elalamy, et le Président Directeur Général du groupe OCP, Mostafa Terrab.

30 contrats d'investissements générant 39 000 emplois et 7,5 milliards de dirhams (MMDH) d'investissement ont également été signés. Il s'agit de :

- Contrat d'investissement avec le Groupe américain DELPHI pour la réalisation immédiate de 7 usines dans l'industrie automobile générant 13 000 emplois. Il a été signé par

Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, et Vincent Fagar, Directeur Général du Groupe Delphi pour la Région Europe Middle East & Africa.

- Contrat d'investissement avec le groupe canadien LINAMAR pour l'installation au Maroc d'une usine de production de composants moteurs avec un investissement de 2,69 MMDH et la création de 1 000 emplois. Il a été signé par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, et Didier Tabey, Directeur des Affaires de Linamar Corporation.

- Contrat d'investissement pour l'installation au Maroc d'un complexe industriel du groupe SIMOLDES pour la fabrication de moules et l'injection plastique pour l'automobile avec un investissement de 650 millions de dirhams (MDH). Il a été signé par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, et Rui Paulo Rodrigues, Vice-Président du Conseil d'administration de SIMOLDES.

- Contrat d'investissement avec la société DECATHLON, dans le secteur textile, pour le développement au Maroc d'une plateforme d'achat et d'un réseau de vente avec un investissement de 163 MDH, la création de 10 910 emplois et plus de 2 MMDH de sourcing local. Il a été signé par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, et Sanchez de Borja, Président de Decathlon.

- Contrats d'investissement portant sur la réalisation de 8 projets dans le secteur de l'industrie textile totalisant 8 722 emplois et 425 MDH d'investissements. Ils ont été signés par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, Hafid Anouar, Directeur Général de Bluefinger, Abderrahmane Atfi, Directeur Général Med sourcing, Rojas Almuzara, Président de Tint Color, Salaheddine Khelifi, Directeur de Bernitex Clean, John Haralambous, Directeur de Manager ISLAND BLUE, Sayouty Abderahim, Directeur Général de SETTAVEX, Rodolphe Pedro, Fondateur du groupe WASH & Co, et Antony Ciardo, Administrateur du groupe VFI.

- Contrats d'investissement portant sur la réalisation de 6 projets dans le secteur de l'industrie automobile totalisant 2 141 emplois et 935 MDH d'investissements. Ils ont été signés par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, Eric Kueppers, Président de TE CONNECTIVITY, Rachid Rahmouni, Directeur Général de FAURECIA AUTOMOTIVE SYSTEMS TECHNOLOGIES, Abdeslam Benjelloun, Directeur Général de YAZAKI KENITRA, Jordi VALLS, Directeur Général de RELATS MAROC, Mostapha AJAHA, Président Directeur Général de SONOFET, et Christophe JACQUIER, Directeur Général de TREVES TSC MOROCCO.

- Contrats d'investissement portant sur la réalisation de 6 projets dans le secteur de l'industrie automobile totalisant 1 864 emplois et 557 MDH d'investissements. Ils ont été signés par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, Yannick Le Louarn, Vice-président de MECAPLAST, Tajeddine Bennis, Directeur Général de SMOM, Rihane Hakim, Directeur de RG FIXATIONS MAROC, Alexandre Brue, Président de LEAR AUTOMOTIVE, Kwon Soon Kook, Directeur Général de YURA CORPORATION MOROCCO, et Abdelaziz Aslakah, Directeur Général de "AERODEFI".

- Contrat d'investissement avec la société SOTHEMA pour la fabrication de médicaments biosimilaires. Il a été signé par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, El Houssaine El Ouardi, ministre de la Santé, et Lamia Tazi, Directrice Générale de SOTHEMA.

- Contrat d'investissement avec la société Sofrecom pour la création d'un Centre nearshore IT. Il a été signé par Mohamed Boussaid, Moulay Hafid Elalamy, et Jacques Moulin, Directeur Général de Sofrecom.

- Contrats d'investissement pour la création de 4 unités industrielles dans le secteur de l'aéronautique pour un investissement total de 261 MDH et devant généré 564 emplois. Ils ont été signés par Moulay Hafid Elalamy, Abdelmoughit Asloune, Directeur Général de ALCOA FIXATIONS CASABLANCA, Patrick Gaillard, Directeur Général de LABINAL MAROC, Jamal Eddouhban, Directeur Général de STELIA AEROSPACE MAROC, et Frédéric Lecha, Directeur Général de LATSIMA.

## Le textile marocain à la conquête du marché américain

Vendredi 1 Juillet 2016 modifié le Samedi 2 Juillet 2016 - 00:48

**Les professionnels du secteur du textile marocain partent à nouveau à la conquête du marché américain à l'occasion du Salon Première Vision qui se tiendra les 19 et 20 juillet à New York.**



Le Maroc participe à ce salon international pour la deuxième fois cette année après y avoir participé en janvier dernier. Lors de cette édition, les entreprises marocaines ont eu des commandes fermes de trois millions de dirhams et ont totalisé 126 contacts prometteurs, dont 90% sont originaires des Etats-Unis et de la côte Est et 10 % du Canada, indique vendredi un communiqué de Maroc Export, qui organise la participation marocaine en concertation avec l'Association Marocaine du Textile et de l'Habillement (AMITH).

En vue de donner plus de visibilité et communiquer au maximum sur la participation marocaine, le Centre a engagé une experte spécialisée qui aura pour mission d'assister les exposants marocains dans l'organisation de leurs participations, notamment par l'établissement de rencontres B to B avec les prospects américains en visite au salon, ajoute la même source.

Les entreprises marocaines cherchent à tirer profit du fait que le salon vient de s'ouvrir au sourcing de proximité permettant d'assurer l'approvisionnement continu des marchés, présentant ainsi tous les atouts pour développer les exportations des articles du textile et de l'habillement, notamment en bénéficiant de l'avantage comparatif de l'Accord de libre-échange entre le Maroc et les Etats-Unis, un marché prometteur de 300 millions d'habitants.

La filière dispose d'indéniables potentialités pour s'imposer sur le marché US à la faveur de cet Accord, lequel a engendré un triplement du volume des échanges commerciaux entre les deux pays durant la période 2006-2013, atteignant plus de 4,26 milliards de dollars US contre seulement 1,33 milliard de dollars en 2006.

D'après les chiffres de l'Office des changes, les importations du Royaume du marché américain ont atteint en 2015 près de 15 milliards de dirhams pour des exportations de 10 milliards.

Les projections à l'horizon 2020 tablent sur la poursuite du rythme d'expansion du commerce entre les deux pays. Les exportations du Maroc, le seul pays africain avec lequel les Etats-Unis sont liés par un Accord de libre-échange, vers le marché américain pourraient ainsi enregistrer dans les années à venir une hausse moyenne de 17 % par an en valeurs courantes, selon le centre de conjoncture.

Dans le cadre de cet accord, les entreprises américaines installées dans le Royaume ont, à ce jour, totalisé un investissement de 790 millions de dollars et créé 100.000 emplois directs et indirects dans des secteurs aussi variés que le textile, l'agro-alimentaire, l'éducation et les industries semi high-tech.

Lors de sa dernière édition de janvier, Première Vision a accueilli environ 365 exposants et attiré 4.140 visiteurs représentant 2.200 marques, dont 80 pc originaires des Etats-Unis.



المندوبية السامية للتخطيط  
HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN

المركز الوطني للتوثيق

*Centre National de Documentation*

« Maraacid » : Portail de veille informationnelle et documentaire du CND

29/06/2016

## Textile : FRS et Meyer & Meyer soutiennent les exportations

**Extrait :** FRS et Meyer & Meyer s'allient pour soutenir le flux des exportations entre les marchés marocains et européens. Ainsi la compagnie de transport maritime et le spécialiste international de la logistique du textile mettent à la disposition des acteurs économiques et plus particulièrement des entreprises opérant dans le secteur du textile les moyens logistiques et de transport nécessaires et à leur garantir une alternative fiable, rapide et de qualité pour le transport maritime des marchandises. En effet, les camions Meyer & Meyer utiliseront, de manière régulière, le ferry FRS « Andalus Express » qui assure la liaison maritime entre le port de Tanger Med et celui de Mortil, situé à la province de Grenade au sud-est de l'Espagne.

**Lien(s) :** <http://www.challenge.ma/textile-frs-et-meyer-meyer-soutiennent-les-exportations-69542/>



*June 30, 2016 1:00 am*

## China eyes Myanmar garment industry

Chinese garment factories are interested in investing in Myanmar due to the country's cheap labour and market potential, according to a report from the Hong Kong Trade Development Council.

As the Chinese government's policies have prioritised value-added products and China's basic wages have been rising, textile proprietors are flocking to Southeast Asian countries, where wages are relatively cheap.

A skilled worker in Myanmar's local garment industry is paid only around US\$90 (Bt3,173) per month.

Myanmar also enjoys tax exemptions from the EU market, which makes up 23 per cent of its garment exports.

The Myanmar Garment Manufacturers Association expects the industry to earn \$12 billion from exports and create 1.5 million jobs by 2020.

Myanmar's garment industry began blooming in 2014 and earned \$1.5 billion from exports. More than 230,000 workers were involved in the industry as of last year.

Foreign investment in the industry is also rising, with 26.5 per cent of Myanmar's total FDI aimed at the garment industry in 2013, followed by 27.4 per cent in 2014 and 29 per cent in 2015.

The industry runs on a piecework basis.

Myanmar's garment exports primarily go to Japan, the EU and South Korea.



SATURDAY, 02 JULY 2016 22:32

## **NIGERIA REAFFIRMS COMMITMENT TO REVIVE TEXTILE AND GARMENT INDUSTRY**

The Federal Government of Nigeria has reaffirmed its commitment to revive the lost glory of the country's cotton, textile and garment industry for sustainable economic development. Aisha Abubakar, the Minister of State for Industry, Trade and Investment reaffirmed this at the Textile and Garment Manufacturing Conference organised by Africa Fashion Week Nigeria (AFWN) 2016 in Lagos. The minister said the government was passionate about promoting growth in the industry and across its value chain. Her government would continue to create an enabling environment to promote the ease of doing business and active participation of the private sector to boost production, she added. According to her, the Small and Medium Enterprises Development Agency of Nigeria (SMEDAN) and the Bank of Industry (BOI) have been repositioned to implement the National Enterprise Development Programme (NEDEP) goals to boost SME development in the country.

She also is said to have stressed that government initiatives toward stimulating growth in the industry included tax incentives, harmonised tax, infrastructural development and financing.

# Tunisie : Une tuile de plus, le climat des affaires sévèrement sanctionné

par [Souleymane LOUM](#) - 04/07/2016 16:33



Une tuile vient de tomber sur la tête des autorités tunisiennes. Une de plus, direz-vous. En effet l'assureur-crédits français Coface vient de gratifier le climat des affaires du pays d'une mauvaise note pour le second trimestre 2016. La Tunisie a été carrément déclassée, flanquée du très peu glorieux risque « assez élevé ». Pas de quoi s'attirer les bonnes grâces des investisseurs, que pourtant les autorités s'échinent à tenter de séduire.

Pas loin de la Tunisie, de nombreux pays africains et arabes ont réussi à garder leurs notes, que ce soit pour le climat des affaires ou pour le risque d'impayés des entreprises, jugés très souvent comme « convenables ».

L'Egypte elle n'a pas pu faire mieux que risque « élevé », alors que la Libye, et ce n'est pas une surprise, s'enfonce dans la catégorie des risques « extrêmes ». Dans le monde arabe, le Qatar, le Koweït, et l'Arabie Saoudite affichent certes les meilleures notes, mais sont descendus de quelques crans.

Alors qu'est-ce qui fait qu'ailleurs on arrive à se maintenir, à sauver les meubles, alors qu'en Tunisie on peine à sortir de l'ornière ? Il faut tourner le regard vers le climat social et politique marqué du sceau de l'instabilité et de l'incertitude pour comprendre pourquoi la Tunisie inspire si peu confiance. Cela fait des semaines que les leaders de la scène

politique arpentent les couloirs du palais de Carthage pour, avait-on promis, accoucher du nom du nouveau Premier ministre avant le 27 juin 2016. Rien n'en a été. En attendant, le flou artistique perdure. Or justement l'économie a horreur de ça. Les investisseurs ont besoin d'échéances claires et d'un régime inscrit dans la durée pour se détendre et desserrer les cordons de la bourse, toutes choses que les autorités sont incapables d'offrir présentement. C'est cet état de fait que la Coface a sanctionné.

### **Silence, on discute !**

Il n'est pas sûr qu'en haut lieu ces signaux négatifs soient interprétés comme il se doit ; de toute façon à l'heure on écrit ces lignes, le mot d'ordre demeure 'Silence, on discute'. Ce moment d'échanges pour savoir qui va occuper quoi dans le prochain gouvernement, au lieu de qui va faire quoi pour l'intérêt suprême de la nation, semble plus précieux que les sempiternelles alertes des institutions internationales. En tout cas c'est l'impression qu'on a d'ici. Si l'UTICA (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), le principal acteur économique du pays, a tiré la sonnette d'alarme, et à maintes reprises, il ne faut pas s'étonner que la Coface en fasse de même.

Quand la centrale patronale s'est récemment fendue de sa liste de priorités économiques nationales en 18 points, l'affaire n'a pas fait plus de bruit que ça, alors qu'elle résume à elle toute seule tous les maux du pays et les remèdes qui vont avec. Pourtant l'UTICA avait mis le paquet en disant ceci dans son appel : « la Tunisie affronte aujourd'hui une crise majeure qui s'approfondit de jour en jour. Une telle situation ne peut pas continuer et des mesures urgentes doivent être prises pour sauver le pays. Face à une telle situation, la note de l'UTICA appelle toutes les composantes la société – partis politiques, organisations nationales et société civile – à prendre conscience des répercussions potentiellement négatives de cette situation sur la stabilité du pays et son avenir. » Mais voilà, cet appel est inaudible. Pour le moment. Et peut-être pour longtemps.

# Tunisie : Le textile perd sa fibre et des marchés

par [Mohamed Lahmar](#) - 03/07/2016 17:00



Tout a concouru et concourt encore pour faire du secteur textile en Tunisie une industrie sinistrée, de moins en moins en état de tenir son rang dans l'économie du pays et faire jeu égal sur le marché mondial. Une situation que l'on sentait venir déjà depuis 1973, année au cours de laquelle a été signé l'Accord multifibres (A.M.F.) et plusieurs fois reconduit depuis, entre les pays européens, les États-Unis et

les pays exportateurs de textiles, pour limiter sur les marchés européens et des États-Unis les entrées à bas prix des produits en provenance des pays en voie de développement.

Les importateurs pouvant désormais choisir librement leurs fournisseurs, les nouvelles règles ont joué en faveur de la Chine, l'un des seuls pays à pouvoir réaliser toutes les étapes de la production sur son territoire, laissant bien d'autres au bord de la route, naturellement la Tunisie qui n'a pas su s'adapter aux changements internationaux. Le constat est quasi unanimement posé, et très récemment encore par le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), dont une étude en rajoute une couche, en notant que « le secteur du textile-habillement est un secteur précaire », une précarité expliquée, à titre principal, par sa faible compétitivité qui ne lui permet pas de faire face à la concurrence mondiale et par le faible niveau des salaires de la main d'œuvre formée essentiellement, de femmes.

Résultat des courses : le nombre des entreprises du secteur a fortement chuté, de 2500 avant 2005, à 1907 en 2012. Celui des postes d'emplois n'est pas en reste, il est passé de plus que 250 000 avant 2005 à 185 000 en 2012, relève l'étude réalisée sur un échantillon de 28 entreprises industrielles spécialisées dans le domaine de la confection destinée à l'exportation, réparties sur les différentes délégations du gouvernorat de

Monastir et de 260 femmes opérant dans le secteur du textile, notamment dans le domaine de la confection.

Dans le catalogue des facteurs derrière le déclin du textile-habillement, il y a encore la crise dans la zone Euro qui a influencé directement la situation du secteur, sans oublier la détérioration de la situation sécuritaire et la stabilité en Tunisie notamment après la révolution, qui a amené plusieurs investisseurs à quitter le pays et à réduire les investissements dans cette industrie. Surtout, est souvent cité le taux de change, notamment avec la baisse continue du cours du dinar contre la devise européenne, au motif que le total des exportations de ce secteur est destiné à l'Union Européenne.

Au demeurant, l'industrie du textile habillement est si dépendante du marché européen qu'elle opère pour le compte des distributeurs et grandes sociétés européennes qui imposent des conditions de travail et de production dures, au nom de la compétitivité et des règles du marché.

### **Peut-on se tirer la bourre ?**

Avec la fin des AMF, les producteurs et exportateurs tunisiens de textile et d'habillement ont vu leur compétitivité amoindrie, de sorte qu'ils ne peuvent plus se tirer la bourre et soutenir la concurrence avec les autres, notamment les asiatiques, comme ils pouvaient le faire auparavant. Ils étaient ainsi contraints de s'ouvrir et de faire face à la concurrence mondiale, notamment sur les marchés asiatiques, avec des conditions sévères. Cette ouverture a frappé de plein fouet la compétitivité du secteur en termes de prix, qui est un facteur déterminant en matière d'attraction des investissements étrangers dans ce secteur. Les marges bénéficiaires des entreprises ont diminué suite à la baisse continue des prix internationaux des produits du textile de moyenne qualité.

Toutefois et en dépit de cette baisse constatée dans l'industrie du Textile-Habillement, « le secteur joue encore un rôle important dans l'économie et dans la société, représentant environ le 1/3 des entreprises industrielles dans le pays qui assurent l'emploi de près de 35,7% du total de la main d'œuvre dans le secteur de l'industrie », relève l'étude.

S'agissant enfin des exportations, le secteur a généré 6378 millions de dinars en 2011, provenant de ses ventes à l'étranger, soit le ¼ de la valeur globale des exportations tunisiennes, dont la part dans le PIB était en 2011 de l'ordre de 2186 MD, soit l'équivalent de 20,31% du total du PIB des industries manufacturières tunisiennes.



4 juillet 2016

## Les 14 commandements de la relance des exportations tunisiennes, selon l'UTICA

Mohsen Hassan et Hichem Elloumi, respectivement ministre du Commerce et vice-président de l'UTICA, ont présidé, jeudi 30 juin 2016 au siège de l'UTICA, une réunion sur les mesures de relance des exportations en présence de membres du Bureau exécutif de l'UTICA et les représentants des Fédérations professionnelles et Chambres syndicales concernées...

M. Elloumi a souligné dans son intervention que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations entre l'UTICA et le ministère sur les nouvelles mesures à prendre par le gouvernement pour faire face au glissement du dinar, et principalement les mesures de relance des exportations.

Le temps n'est plus aux constats et aux propositions, mais plutôt à l'action et à la prise de conscience par tous. Il a rappelé la situation des entreprises tunisiennes qui ont prouvé une certaine résilience pendant les cinq dernières années de crise, laquelle résilience ne pourrait pas encore tenir plus que deux autres années si les conditions et le climat des affaires restaient les mêmes.

Pour sa part, M. Hassan a focalisé son intervention sur la situation économique, la conjoncture nationale et internationale au cours du premier semestre 2016 ainsi que la stratégie du gouvernement pour la relance et le développement des exportations.

Quant au débat, il a essentiellement porté sur les points suivants:

- 1/** Nécessité de résoudre et de débloquer la situation au port de Radès et assurer en continu la fluidité logistique.
- 2/** Nécessité d'inclure l'exportation comme priorité nationale au niveau du Code des investissements tout en lui accordant les avantages fiscaux et financiers nécessaires.
- 3/** Nécessité de prendre en considération la compétitivité des entreprises tunisiennes avant toute prise de décision relative aux augmentations de leurs charges.
  
- 4/** Nécessité d'accroître le budget de promotion des exportations (soutien, foires et salons à l'étranger....).
- 5/** Nécessité d'une plus grande agressivité au niveau du marché africain: garanties COTUNACE, accompagnement du secteur bancaire...

- 6/** Nécessité d'avoir une vision de croissance des exportations tout en mettant les moyens humains et financiers pour réaliser les objectifs de développement et d'expansion.
- 7/** Nécessité d'accorder plus d'importance au marché maghrébin.
- 8/** Nécessité de facilitation et de numérisation des procédures administratives du commerce extérieur.
- 9/** Nécessité de renforcer la coopération entre le CEPEX et l'UTICA qui est considérée comme un très bon exemple de Partenariat Public Privé.
- 10/** Nécessité de développer la diplomatie économique.
- 11/** Nécessité de réactiver le corps des conseillers en commerce extérieur et des conseillers en exportation.
- 12/** Nécessité d'accorder une très grande importance au marché américain pour le secteur textile tunisien et faire des actions de lobbying tout azimut vu l'importance de ce marché pour la Tunisie.
- 13/** Nécessité de démarrer le programme TASDIR +.
- 14/** Nécessité de consacrer un budget intéressant pour soigner et améliorer l'image de la Tunisie sur les marchés étrangers.

A l'issue de cette rencontre, il a été décidé d'organiser des réunions sectorielles et des workshops sur les principales thématiques en vue de relancer les exportations tunisiennes.

# Tunisie – L'industrie de textile tunisien étouffée par « l'invasion turque »

2 JUILLET, 2016 À 17:02



Le ministre du commerce, Mohsen Hassan, a déclaré que la convention précédemment signée avec la Turquie dans le secteur de l'importation des vêtements, sera révisée.

Selon ses dires, une grande partie de l'importation des vêtements et du prêt-à-porter se fait actuellement de façon anarchique.

Par ailleurs, le ministre a souligné qu'une campagne publicitaire pour l'exportation des vêtements 100% tunisiens vers la Russie et les Etats Unis, sera bientôt lancée

## Le textile-habillement, un secteur précaire (FTDES )

02/07/2016 16:05, Tunis/Tunisie

TUNIS, 02 juil 2016 (TAP)-Le secteur du textile-habillement est un secteur précaire, qui n'est pas au diapason des changements internationaux, selon une étude récente publiée par le forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES).

Cette précarité est expliquée principalement, par sa faible compétitivité qui ne lui permet pas de faire face à la concurrence mondiale et par le faible niveau des salaires de la main d'œuvre formée essentiellement, de femmes.

Le nombre des entreprises du secteur a fortement chuté, de 2500 avant 2005, à 1907 en 2012. Le nombre des postes d'emplois a également, régressé, passant de plus que 250 000 avant 2005 à

185 000 en 2012, a indiqué cette étude réalisée sur un échantillon de 28 entreprises industrielles spécialisées dans le domaine de la confection destinée à l'exportation, réparties sur les différentes délégations du gouvernorat de Monastir et de 260 femmes opérant dans le secteur du textile, notamment dans le domaine de la confection.

La crise dans la zone Euro qui a influencé directement la situation du secteur ainsi que la détérioration de la situation sécuritaire et la stabilité en Tunisie notamment après la révolution, a mené plusieurs investisseurs à quitter le pays et à réduire les investissements dans ce secteur, a souligné le FTDES.

« Cette situation est expliquée par l'impact du taux de change, notamment avec la baisse continue du cours du dinar contre la devise européenne, étant donné que le total des exportations de ce secteur est destiné à l'Union Européenne".

Ces défis influencent le marché du travail dans ce secteur et mène les ouvrières à accepter de travailler aux conditions exigées par les employeurs, en violation de leurs droits économiques et sociaux.

Le secteur du textile habillement est connu par une dépendance au marché européen, de telle sorte que ce secteur opère pour le compte des distributeurs et grandes sociétés européennes qui spolient les fruits du travail des ouvrières, en leur imposant des conditions de travail dures, au nom de la compétitivité et des règles du marché, a dévoilé cette étude.

La précarité du secteur du textile tunisien et sa dépendance étroite du marché européen, explique son exposition à tous les changements survenus sur le marché, observés surtout depuis la fin des accords multifibres et la suppression du système des quotas.

Par conséquent, les entreprises tunisiennes ont été obligées de s'ouvrir et de faire face à la concurrence mondiale, notamment sur les marchés asiatiques, avec des conditions sévères. Cette ouverture a frappé de plein fouet la compétitivité du secteur en termes de prix, qui est un facteur déterminant en matière d'attraction des investissements étrangers dans ce secteur. Les marges bénéficiaires des entreprises ont diminué suite à la baisse continue des prix internationaux des produits du textile de moyenne qualité.

Toutefois et en dépit de cette baisse constatée dans l'industrie du Textile-Habillement, le secteur joue encore un rôle important dans l'économie et dans la société, représentant environ le 1/3 des entreprises industrielles dans le pays qui assurent l'emploi de près de 35,7% du total de la main d'œuvre dans le secteur de l'industrie.

S'agissant des exportations, cette industrie a généré 6378 Millions de dinars en 2011, provenant des exportations tunisiennes du secteur, soit le  $\frac{1}{4}$  de la valeur globale des exportations tunisiennes, dont la part dans le PIB était en 2011 de l'ordre de 2186 MD, soit l'équivalent de 20,31% du total du PIB des industries manufacturières tunisiennes.

Le poids du secteur impose au gouvernement de rechercher les moyens de résoudre ses problèmes structurels et conjoncturels, d'améliorer les conditions de vie des ouvrières du textile, tout en œuvrant à repositionner le textile tunisien sur le marché mondial, en favoriser une meilleure intégration et une montée en gamme de cette filière.

AMAL-BES



# Tunisie-chute du Dinar : La BCT s'alarme et sévit

par [Mohamed Lahmar](#) - 30/06/2016 13:44

0



Dans une note publiée cette semaine, la Banque centrale de Tunisie a analysé les principaux facteurs ayant conduit à la chute sans précédent du Dinar et esquissé les mesures pratiques et urgentes qu'il importe de prendre pour mettre fin à la dégringolade de la monnaie nationale.

Elle a expliqué que cette baisse est due en partie à l'évolution des cours des principales devises mondiales, notamment le Dollar US et l'Euro, d'une part, et au creusement du fossé entre l'offre et la demande des devises sur le marché local, consécutif à la détérioration des échanges extérieurs.

L'Institut d'émission pointe l'élargissement du déficit commercial à 5,1 milliard de dinars durant les 5 premiers mois de l'année en cours, la chute des rentrées touristiques de 44,6%, celle des revenus de travail de 9,3%, la détérioration du déficit courant qui représente 4,3% du PIB, et le recul tangible des flux des investissements étrangers, qu'il s'agisse des investissements de portefeuille ou des investissements directs étrangers.

Ainsi, le déficit de la balance des paiements a dépassé les 2 milliards de dinars au cours de la période en question, alors que les réserves en devises ont baissé à 109 jours d'importations, fin mai 2016, contre 121 jours, un an plus tôt et 128 jours, fin 2015. Ce

faisant, le marché des changes est soumis à des pressions inédites qui ont gagné en acuité depuis le début du mois de juin 2016, se reflétant sur la valeur du Dinar qui a enregistré un important recul vis-à-vis des principales devises étrangères.

Ces développements jugés « préoccupants » par la BCT appellent un diagnostic précis s'agissant de leurs causes et des mesures préventives urgentes qu'il y a lieu de prendre sur le court terme pour en limiter les effets, et prévenir les dangereuses dérives qui menacent la situation économique et les grands équilibres financiers au cas où la situation extérieure continuerait de se détériorer au cours des mois à venir.

Pour 2016, la BCT prévoit que le déficit courant se stabilisera autour de 7205 millions de dinars, soit 7,9% du PIB, en raison de l'évolution des exportations de biens et services à hauteur de 3,1% malgré les difficultés structurelles et conjoncturelles auxquelles continuent de se heurter certains secteurs, dont notamment les industries extractives et manufacturières ainsi que les services. Quant aux transferts des expatriés tunisiens, ils demeurent en deçà de ce qui est escompté en dépit de leur augmentation de 5,1%.

### **L'endettement monte à 51,1%**

S'agissant des financements extérieurs sous forme de prêts à moyen et long termes à mobiliser pour financer le déficit courant et le service de la dette, ils s'élèveront à 7,3 milliards de dinars, ce qui portera le taux de l'endettement national à 51,1% du PIB. Pour leur part, les investissements étrangers ne dépasseront pas les 2 milliards de dinars, ce qui représente un niveau jugé médiocre.

Comparé aux résultats des 5 premiers mois de 2015, ce scénario est jugé quelque peu optimiste par la Banque centrale qui note qu'il a été retenu dans le cadre du programme des réformes élaboré par le gouvernement visant l'accélération du rythme de croissance et la maîtrise des équilibres économiques globaux dont celui des paiements extérieurs. Un scénario susceptible de révision sur un trend négatif eu égard aux pressions qui continuent de s'exercer en lien avec la vulnérabilité de la plupart des secteurs exportateurs et une reprise économique qui se fait encore attendre à l'échelle mondiale, singulièrement à celle de l'Union Européenne.

La réalisation des objectifs ainsi fixés est considérée en soi comme un grand défi nécessitant un ensemble de mesures pour maîtriser le déficit courant dans les limites de 7,9% du PIB, et la maîtrise des dépenses en devises, ainsi que la maîtrise des importations et l'amélioration des exportations, souligne la BCT qui prévient qu'en l'absence de ces mesures, le déficit courant grimperait à 10%, exigeant des financements extérieurs supplémentaires de l'ordre de 2 milliards de dinars.

Durant les 5 premiers mois de l'année en cours, le Dinar s'est déprécié de 3,9% par rapport au Dollar et de 5,8% vis-à-vis de l'Euro, soit en moyenne une baisse de 4,6% par rapport aux deux monnaies. Les évolutions enregistrées au niveau de la valeur du Dinar reflètent la réalité de l'offre et de la demande sur le marché des changes

### **Restrictions sur les transferts en devises**

Pour remédier à la situation et à la dégringolade du Dinar, la Banque centrale de Tunisie a pris un certain nombre de mesures, surtout celles destinées à rationaliser les dépenses et les transferts en devises. Il s'agit de :

- S'en tenir aux plafonds fixés pour les dépenses au titre des opérations courantes et des opérations d'investissement, et s'abstenir d'octroyer des autorisations exceptionnelles au titre du tourisme, des études, des voyages d'affaires, des voyages de groupe (outgoing) et l'Omra
- La coordination préalable entre les ministères concernés et la BCT sur les dépenses des artistes, des joueurs et des entraîneurs étrangers
- Surseoir à certaines mesures que la BCT projetait de prendre en vue de conférer de la souplesse aux dispositions régissant les changes, notamment celles relatives à l'ouverture de compte capital
- Renforcement du contrôle sur les opérations courantes par les autorités concernées (à travers les frontières et le système de change) en ce qui concerne le contrôle technique, le règlement des opérations de commerce extérieur et le rapatriement des revenus en devises au titre de l'exportation
- Rationalisation des crédits à la consommation en lien avec les importations des produits de consommation par la révision des conditions de financement par les établissements de crédit
- Inciter les banques tunisiennes à utiliser les ressources de lignes de financement étranger disponibles aux fins de financement des opérations d'importation.

## Normalization steps between Turkey, Russia raises expectations in textile sector

DAILY SABAH

ISTANBUL

Published 5 July 2016

Steps taken towards the normalization of relations between Turkey and Russia have raised expectations in the Turkish textile and apparel sectors that commerce with Russia will speed up.

Speaking with Anadolu Agency (AA), Laleli Industrialists and Businessmen Association (LASIAD) President Gıyasettin Eyyüpkoca said Turkey was a really good producer, and Russia a very good consumer, stressing that the two countries have been partners for nearly 25 years.

Indicating Turkey's shared interests with Russia, Eyyüpkoca said: "We knew that the problem with Russia would not last too long. The steps taken towards the normalization of the relations are quite healthy and positive. The greatest love sees fighting. Our relations with Russia sit on a firm basis, and I can say that relations between us will be healthier, and commerce will be along international norms."

Stating that steps towards normalization would directly contribute to tourism, exports of fruit and vegetables, as well as the textile and apparel trade, Eyyüpkoca foresees an increase in apparel sales of 15-20 percent over the short term.

Istanbul Apparel Exporters' Association (IHKIB) President Hikmet Tanrıverdi said the apparel sales played an important part in economic relations between Turkey and Russia, and was among the sectors most affected by the cooling in relations. "We aim to rapidly move up to our former position in relation to the recoveries in economy along with the new period. Starting from 2017, we expect exports of between \$400 million to \$500 million."

Recalling that during the 2009 global crisis, Turkey exported \$182 million worth of apparel to Russia, a number that reached \$412 million in 2013, Tanrıverdi said Russia

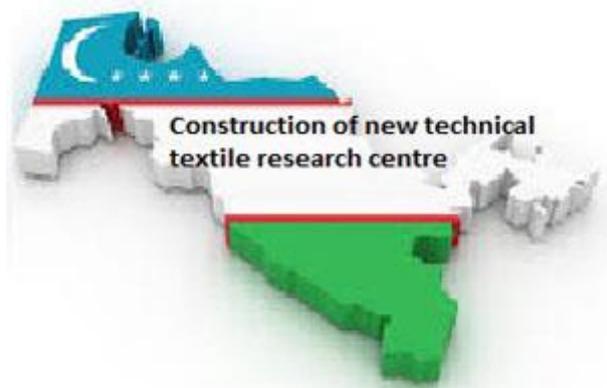
was one of Turkey's top ten markets, but the problems emerging in the Russian economy and problems in bilateral relations had caused export to slide back to where it was six to seven years ago, dropping to \$204 million for 2015. Tanrıverdi said apparel exports to Russia during the first five months of 2016 hit \$45 million, marking 49.5 percent of Turkey's apparel exports.

Russian Federation National Security Academy Foreign Economic Relations Vice President Talat Enver Çetin said he believed the relations between Turkey and Russia would continue and strengthen in the coming period.

Asserting that the increasing collaboration between the two countries alarmed Western powers, Çetin said, "Future relations will be established more firmly in the fields of tourism and energy, so as to not break off again."

## Uzbek announces construction of new technical textile research park

YarnsandFibers News Bureau, 2016-06-30 16:00:00 - Tashkent



Uzbekistan announces construction of a new technical textile training and research park in the territory of Tashkent textile institute. The total project amounts is to the tune of US\$15 million. The project is implemented by Ozbekyengilsanoat JSC jointly with the Ministry of Commerce, Industry and Energy of the Republic of Korea. The completion of the techno park construction is scheduled for 2018.

The facility, set to open in the country's capital in 2018, is expected to raise the profile of textile developments across both Uzbekistan and South Korea.

Main objective of the techno park construction is introduction of the brand-new South Korean innovations and conduction of joint research works in the sphere of material science, dyeing and finishing production, fabric design as well as development of alternative energy sources.

The 10,000sqm complex will include an experimental laboratory for textile machinery, finishing and sewing equipment.

The project is aimed at development and implementation of international training and research programs as well as exchange of experience to develop textile industry.

Primary contractor of the project is South-Korean IL Kwan E&C Company. Financing of the project will be provided by the grant funds of the official development assistance program of the Korean government.

The establishment of the techno park is expected to raise the Uzbek light industry to a qualitatively new level of development and improve the training system for the sector.

Textile industry of Uzbekistan is considered to be one of the most dynamic and socially important sectors and ranks high among export-oriented industries of the country's economy.

The Uzbek textile industry being traditionally focused on the manufacture and growth of cotton, silk and wool, the new research centre may facilitate developments in not only these sectors, but across a wider spectrum of textile markets further down the line. Traditional crafts like carpet weaving and silk dyeing are also playing an important role in the growth of Uzbek economy. Cotton crop is considered to be the main agricultural product of Uzbekistan which contributes to a major portion of the country's total exports.

## Brexit to impact local garment industry: experts

Update: June, 30/2016 - 10:40

**Brexit could directly impact Việt Nam's garment and textile industry in the last quarter of this year, according to experts.**

**In 2015, Việt Nam's export value for textile and garment products to the European Union accounted for some 19-20 per cent of the national revenue from textile and garment exports, with the United Kingdom contributing nearly 4 per cent. Representatives of the Việt Nam Textile and Apparel Association and some local garment firms speak to *Vietnam News Agency* reporters about the issue.**

### **Vũ Đức Giang, Chairman of the Việt Nam Textile and Apparel Association**

Brexit will definitely have an impact on garment and textile exporters due to the devaluation of the pound and the euro, which influences prices.

The political change will affect the purchasing power of customers in the European Union and the United Kingdom.



Brexit could directly impact Việt Nam's garment and textile industry in the last quarter of this year. — VNA/VNS Photo

These issues will have a direct impact on textile and garment enterprises in Việt Nam. For instance, material prices will have to be re-negotiated due to changes in the exchange rate, which will have a direct influence on the input prices of products from the fourth quarter of this year. That situation will affect the long-term export orders for enterprises from 2017. The change will relate to the structure of export markets in the European Union and the structure of export products to the European Union and the United Kingdom. Before Brexit occurred, local garment exports had entered the European Union, which included the United Kingdom, but now that the latter is leaving the bloc, the Vietnam-European Union Free Trade Agreement is likely to be reconsidered. Therefore, the influence of Brexit on Việt Nam is still unclear. For the short term, Brexit will have an immediate impact on the sector's production and business as well as the jobs of Vietnamese workers, eventually influencing the export growth rate to the European Union this year.

To limit the impact of Brexit, enterprises exporting to the United Kingdom and European Union markets need to focus on traditional markets such as the United States, the Republic of Korea and Japan as well as expand their share in new markets such as Russia and Eastern Europe with new product lines.

The enterprises also need to build supply chains to take full advantage of the signed free trade agreements and must diversify their products in both traditional and new markets. In addition, they should be careful when negotiating with importers in other countries in the European Union to minimise the impact from Brexit.

Meanwhile, the government needs to accelerate the process of signing trade agreements with the remaining member countries of the European Union. The government also needs to hold talks with the United Kingdom on differences between the Vietnam-UK FTA and the Vietnam-EU FTA and must promptly inform the enterprises of the results.

### **Phan Thế Vịnh, Director of Agriculture Garment JSC**

Brexit will affect countries exporting goods to the United Kingdom, including Việt Nam, because each change will create both positive and negative impacts. The Agriculture Garment Joint Stock Company (JSC) has mainly exported its products to Germany, Italy and Poland but has not shipped anything to the United Kingdom.

However, Brexit presents an opportunity for small- and medium-sized enterprises because these companies can consider the United Kingdom a niche market for their products, including the Agriculture Garment JSC.

Exporters in Việt Nam should view the change as a good opportunity to promote exports from Việt Nam in the United Kingdom, including textile and garment products.

### **Đỗ Huy Trung, Director of the Trí Đức Limited Company**

The United Kingdom's decision to leave the European Union will initially have little impact on Việt Nam's garment exports because domestic textile and garment enterprises have mainly exported their products to Germany, Poland and Spain and have made few exports to the United Kingdom.

For now, there is no feedback from customers related to Brexit.

Trí Đức has so far not received any export orders from the United Kingdom.

However, Brexit will affect exporters to the country, including domestic garment enterprises, due to the impact of the changes to the pound versus the US dollar on their business.

When the United Kingdom leaves the European Union, Việt Nam and the United Kingdom will have to renegotiate provisions for financial and banking services. - VNS

Industry News | Time : Jul 1 2016 8:31AM

## **VN garment and textile sector not attract any major FDI project this year**

Vietnam's garments and textiles sector this year did not receive any major FDI projects in the face of previously two years of surging investment in the industry. Alone last year, the sector attracted up to \$1 billion in FDI for three major projects including Hyosung Dong Nai (Turkey), Polytex Far Eastern (Taiwan) and Worldon VietnNam (Hong Kong).

According to Nguyen Hong Giang, general secretary of VietnNam Cotton and Spinning Association, the year 2015 marked a record high for investment in the sector as investors wanted to take advantage of opportunities presented by the new FTAs.

The decline in FDI in the sector should not be a cause for concern because it is still receiving attention from foreign investors.

The Vietnam Textile and Garment Association said that foreign investors would continue to keep an eye on the sector until 2018. However, localities have remained cautious when considering investors who require large numbers of labourers or large plots of land, such as garment and textile companies.

The Belgium Ambassador to Vietnam, Jehanne Roccas, at a conference held in Hà Noi recently said that garments and textiles would continue to receive attention from investors due to the advantages presented by export markets, lower tariffs and new investment flows.